

M. Rodriguez: Quand aura-t-elle lieu?

M. Anderson: S'il laisse entendre que les projets d'immobilisation en Pologne, en Iran et en Indonésie ne seraient pas réalisés sans la participation du Canada, il trompe les Canadiens. Ces projets seront réalisés. La seule question est de savoir si les manufacturiers canadiens bénéficieront d'une partie de ces projets. Il s'agit seulement de leur assurer une participation.

M. Rodriguez: Oh, oh!

M. Anderson: Il est évident que le député a des difficultés avec ses théories économiques. Non seulement les députés du NPDP tromperont-ils des Canadiens, mais ils se tromperont eux-mêmes, s'ils prétendent que la participation canadienne ne crée pas d'emplois au Canada, et que ces projets ne seront pas réalisés à moins que le Canada y participe. Ce sont des sornettes.

M. Rodriguez: Je mets le secrétaire parlementaire au défi d'aller répéter cela dans la circonscription de Nickel Belt.

M. Anderson: Il est inévitable que la concurrence se fasse plus acharnée dans des domaines comme la pâte, le papier et le nickel à mesure que les autres pays mettent leurs ressources en valeur.

M. Rodriguez: Allez dire cela aux gens de Nickel Belt.

M. Anderson: Ces projets se réaliseront. Les pays du tiers monde, de même que les autres pays en voie de développement construiront leur usine à papier. S'il y a du nickel ou du cuivre dans leur sous-sol, ils ne resteront pas là à ne rien faire.

M. Rodriguez: Le secrétaire parlementaire devrait faire un discours là-dessus à mes commettants.

M. Anderson: Je ne m'attends pas à ce que le député de Nickel Belt expose une théorie économique qui ait du sens.

M. Rodriguez: Oh, oh!

M. Anderson: Au lieu de faire de la petite politique, j'espère que le député de Nickel Belt examinera notre théorie économique. Au lieu de faire des discours politiques, il devrait peut-être regarder ce que la Société pour l'expansion des exportations accomplit et quels sont ses objectifs. L'an dernier cette société a donné 200,000 années hommes d'emploi aux Canadiens.

M. Rodriguez: Où avez-vous pris ce chiffre?

M. Peters: Dans votre manche?

M. Anderson: Le Canada fait des choses qui ne se font nulle part ailleurs. Actuellement, la Société pour l'expansion des exportations demande dans les 6 à 7 p. 100 d'intérêt sur ses prêts.

M. Rodriguez: Comment le savez-vous?

M. Anderson: Il y a des pays comme le Japon qui sont en concurrence avec les produits canadiens. Ils ont des organismes

Expansion des exportations—Loi

comme la Société pour l'expansion des exportations, mais leurs taux d'intérêts sont au voisinage de 4 p. 100.

M. Peters: Alors pourquoi l'Indonésie vient-elle ici?

M. Anderson: Nous faisons les agneaux sur le marché international. Dieu merci, les agneaux du Nouveau parti démocratique ne s'aventurent pas sur les marchés mondiaux. Sinon, nous ne décrocherions jamais de contrat, et notre matériel ne se vendrait pas sur les marchés mondiaux.

M. Peters: Très spirituel!

M. Anderson: Si nous voulons encourager notre secteur secondaire, il faut des moyens d'assistance comme la Société pour l'expansion des exportations. Nous les grands pays exportateurs ont exactement le même type de société. Quand on a la moindre notion d'économie, c'est se ridiculiser que de remettre cette société en question, de demander peut-être son abolition, de ne pas vouloir exporter de machines et de matériel à des pays comme la Pologne.

M. Hogan: Qui prétend cela?

M. Anderson: Ceux-là devraient demander au gouvernement ce qu'il fait pour aider le secteur secondaire. Ce qu'il fait, je suis en train de le faire voir.

M. Rodriguez: Allez donc!

M. Peters: C'est cela que vous appelez de l'aide?

M. Anderson: Nous voudrions faire relever le plafond, pour que cette société ne se trouve pas à cours d'argent en juin de cette année, pour qu'elle ait les moyens de continuer à financer l'industrie canadienne dans le monde entier. En 1977, son aide à l'exportation a atteint le chiffre record de 2.6 milliards de dollars. On estime qu'en 1977 la Société pour l'expansion des exportations a financé 40 p. 100 de tous les biens de production et prestations en service exportés du Canada.

● (1722)

Une voix: Pas étonnant que nous ayons des problèmes.

M. Anderson: Selon l'idée de mes bons amis d'en face, j'imagine que nous devrions couper les vivres à tous ces méchants du tiers monde qui ont le front de témoigner la plus grande indifférence envers le Canada en développant leurs propres ressources. Quelle belle bande de voleurs ils forment, en train de se développer pendant que les Canadiens infusent de l'argent dans les corporations multinationales, qui n'en ont pas besoin de toute façon, créant ainsi de la concurrence pour les Canadiens. Quelle belle histoire à raconter le soir à vos enfants qui sont trop jeunes pour comprendre. Il est malheureux qu'à cette époque où tous les marchés étrangers posent beaucoup de difficultés aux entreprises, aux exportateurs et aux manufacturiers canadiens, à cause d'un certain nombre de raisons, le Parlement ne reconnaisse pas l'importance de la SEE et de l'aide qu'elle apporte à l'homme d'affaires canadien. Il est malheureux que le Parlement ne reconnaisse pas ces faits et n'adopte pas cette mesure législative avant que la Société soit à sec en juin de cette année.